

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 MARS 1919.

Projet de loi modifiant, en raison des événements de guerre, la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail et complétant quelques dispositions de ladite loi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

I. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

L'exécution de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail n'a pas échappé à l'influence perturbatrice des événements de guerre.

Le bouleversement des industries belges a créé des circonstances anormales en ce qui concerne notamment les salaires, qui forment une base essentielle de la réparation due aux victimes d'accidents du travail. En effet, pour la plupart des entreprises assujetties à la loi du 24 décembre 1903, la guerre a eu pour conséquence, soit la cessation de toute activité, soit des chômages intermittents.

En cas de chômage involontaire de la part de l'ouvrier au cours de l'année qui a précédé l'accident du travail, la loi prévoit que le *salaire servant de base* à la fixation des indemnités est une quantité fictive, formée de la somme du salaire payé au cours de l'année et du salaire que l'ouvrier aurait gagné pendant le temps où il n'a pas travaillé.

On a prétendu que dans les circonstances créées par la guerre, la régularité même des intermittences d'activité enlève aux situations à considérer le caractère *anormal* qui seul peut justifier l'application de la règle susvisée. Les chômages ne seraient pas accidentels, inattendus, irréguliers,

et, dès lors, il y aurait lieu de ne considérer dans le salaire de base que le gain réalisé par la victime pendant les jours de travail.

Il importe de combattre cette interprétation, qui est de nature à préjudicier à la réparation des dommages en cas d'accident, surtout lorsque celui-ci a entraîné la mort ou une incapacité permanente. En effet, la loi veut que les anomalies résultant d'un fait indépendant de la volonté de l'ouvrier, c'est-à-dire de la force majeure, et qui, au cours de l'année précédant l'accident, occasionnent des interruptions de travail et, par là, des pertes de salaires, ne puissent réduire les indemnités. Or, il est évident que la généralité, la persistance et même la régularité momentanée de l'anomalie n'enlèvent pas à celle-ci son caractère de phénomène anormal. Il faut seulement que l'anomalie soit la conséquence de la force majeure et telle est bien, à n'en point douter, la situation actuelle. Il y a donc lieu d'ajouter au salaire effectivement payé la rémunération hypothétique afférente aux jours de chômage. On a objecté que ce mode de calcul est préjudiciable aux assureurs qui ne toucheraient plus une prime adéquate au risque qu'ils supportent. Outre qu'elle est dénuée de valeur juridique, cette objection n'est pas fondée en fait. En effet, par suite des intermittences, la durée d'exposition au risque, pendant l'année, étant réduite en proportion, la probabilité d'accident reste elle-même proportionnelle à la prime effectivement perçue.

Il convient d'examiner s'il y a lieu d'établir une distinction entre les indemnités dues en cas d'incapacité temporaire et les allocations ou rentes dues en cas d'incapacité permanente ou d'accident mortel. On a pu objecter que l'application de la règle susvisée aurait souvent pour conséquence d'allouer des indemnités journalières supérieures au demi-salaire quotidien, voire au salaire quotidien entier, que la victime gagnait avant son accident. Ne faut-il pas éviter que la victime puisse trouver intérêt pécuniaire, soit à provoquer l'accident, soit à prolonger indûment l'incapacité temporaire qui en résulte? Cette objection pourrait avoir quelque poids en ce qui concerne le passé, mais elle n'en a pas pour l'avenir. En effet, les salaires que gagneront les ouvriers au cours des mois à venir seront très élevés, et la perte de ces salaires ne serait nullement compensée par l'indemnité résultant de la règle proposée, qui tient compte des salaires afférents à l'année qui précède l'accident.

Depuis le début de la guerre, il a été constaté que de nombreux jugements n'ont pas été rendus en conformité des principes ci-dessus exposés et que plusieurs d'entre eux ont consacré des injustices évidentes, au détriment des victimes d'accident ou de leurs ayants droit. Une révision des règlements de sinistres effectués dans ces conditions se justifie par la plus élémentaire équité. Toutefois, étant données les difficultés qui résulteraient du grand nombre des cas d'incapacité temporaire, il ne semble pas que le droit à révision puisse s'y appliquer opportunément. Du reste, il a été indiqué plus haut qu'en ce qui concerne le passé, la réparation sur la base de la règle proposée pourrait avoir pour conséquence, en cas d'incapacité temporaire,

d'allouer à la victime une indemnité supérieure à son salaire effectif, ce qui peut être considéré comme abusif.

La guerre actuelle a été marquée par l'exode d'une partie de la population belge. De plus, certaines contrées du territoire belge ayant échappé à l'invasion étrangère ont été, de ce fait, séparées du reste du pays. Ces circonstances ont en pour effet de mettre obstacle au règlement de nombreux sinistres, ou à leur revision, dans les délais qui sont impartis par l'article 30 de la loi. Une disposition légale prévoyant la suspension, depuis le début de la guerre, des délais de prescription et de revision visée au dit article, se justifie par des nécessités de force majeure analogues à celles qui ont motivé les arrêtés royaux pris en 1914, relativement aux prescriptions et péremptions en matière civile.

Pendant l'occupation de la Belgique, les compagnies d'assurances françaises et anglaises agréées aux fins de la loi sur les accidents du travail ont été, de la part de l'autorité allemande, l'objet de mesures de rigueur qui ont entraîné la perte presque complète de leur portefeuille. Parmi les ordonnances de l'occupant, il convient de citer :

1° Un arrêté en date du 20 mars 1915, ordonnant aux dites sociétés de résilier les contrats venant à expiration et leur défendant de traiter toutes affaires nouvelles;

2° Une circulaire en date du 16 janvier 1917, ordonnant de résilier les contrats dénoncés par les assurés, même si la dénonciation n'était pas faite aux termes des conditions générales ou particulières de la police;

3° Une circulaire du 22 mai 1917, ordonnant la résiliation des contrats en cas de non-paiement des primes ou de déclaration de sinistre.

Est-il besoin de dire que le devoir du Gouvernement belge est de détruire immédiatement, dans toute la mesure du possible, les effets de ces actes arbitraires de l'autorité allemande? Il suffit pour cela d'une disposition légale en vertu de laquelle les polices à l'exécution desquelles ont fait obstacle les ordonnances allemandes susvisées, seront remises en vigueur à la demande, soit de l'assureur, soit du chef d'entreprise assuré.

*
* *

Les considérations qui précèdent se rapportent exclusivement à des situations anormales créées par la guerre et les dispositions légales qu'elles tendent à motiver ont un caractère essentiellement transitoire. Le Gouvernement estime qu'il y a lieu d'apporter à la loi du 24 décembre 1903 certaines modifications et additions qui se justifient, soit par les nouvelles conditions économiques à considérer pour l'avenir, soit par le fait que l'expérience antérieure en a démontré l'opportunité.

La répercussion de la guerre sur la hauteur des salaires sera très sensible et elle se manifestera vraisemblablement, quoique avec une intensité variable, pendant de longues années. La loi du 24 décembre 1903 (art. 8, 4^e alinéa) porte : « lorsque le salaire annuel dépasse 2,400 francs, il n'est pris en considération, pour la fixation des indemnités, qu'à concurrence de cette somme ». A l'époque de la promulgation de la loi, on pouvait motiver cette limitation en estimant que les salaires supérieurs à 2,400 francs étaient exceptionnellement élevés et permettaient aux ouvriers qui les gagnaient, non seulement de subvenir à leurs besoins, mais encore de constituer des réserves. On constate actuellement que l'argent ayant perdu pour un temps vraisemblablement prolongé une partie considérable de son pouvoir d'achat, à des salaires plus élevés correspondront des besoins plus coûteux. Il en résulte que la limite moyenne des salaires, au delà de laquelle l'ouvrier pourra normalement faire des économies, n'est plus celle qui a été assignée par le législateur en 1903. A ne tenir compte que des circonstances de la vie économique actuelle, il y aurait lieu de fixer une limite extrêmement élevée, mais il faut considérer que le prix des choses nécessaires à la vie est destiné à baisser progressivement. En portant le maximum de 2,400 francs à 4,000 francs, il semble que l'on établit une sorte de proportion équitable entre ces deux chiffres et les situations économiques auxquelles ils se rapportent. Il faut aussi considérer que la limitation proposée est nécessaire, si l'on ne veut aggraver, dans une mesure exagérée, les charges qui pèsent sur l'industrie belge, sous la forme de primes d'assurance.

L'article 1^{er}, 2^e alinéa, de la loi du 24 décembre 1903, assimile aux ouvriers les employés qui, à raison de leur participation directe ou indirecte au travail, sont soumis aux mêmes risques que les ouvriers et dont le traitement annuel, fixé par l'engagement, ne dépasse pas 2,400 francs. Il existe une connexité étroite entre ce maximum et celui qui est visé à l'article 8, 4^e alinéa. Selon l'économie de la loi, le relèvement de l'un implique le relèvement de l'autre. Au surplus, les raisons qui militent en faveur de l'adoption pour les ouvriers du nouveau maximum de 4,000 francs, peuvent être invoquées, au même titre, pour la catégorie des employés assujettis à la loi.

L'article 8, 5^e alinéa, de la loi du 24 décembre 1903, porte qu'en ce qui concerne les apprentis, ainsi que les ouvriers âgés de moins de 16 ans, le salaire de base ne sera jamais inférieur au salaire des autres ouvriers les moins rémunérés de la même catégorie professionnelle : il ne sera, en aucun cas, évalué à moins de 365 francs par an.

Les ouvriers de même catégorie s'entendent de ceux qui appartiennent à la même entreprise que les apprentis et ouvriers âgés de moins de 16 ans. Lorsqu'il n'y a pas, dans l'entreprise, d'ouvriers adultes de même catégorie, il appartient au juge d'apprécier *ex æquo et bono*, et d'appliquer, par exemple, le salaire des manœuvres ou celui d'ouvriers appartenant à des professions analogues à celle de la victime. Lorsque les éléments de compa-

raison avec des salaires d'ouvriers adultes et valides font défaut, on applique, soit le salaire effectif de la victime si elle a gagné plus de 365 francs, soit le salaire de 365 francs dans le cas contraire. Dans la pensée du législateur, ce minimum de 365 francs ne devait servir que dans des cas exceptionnels.

L'expérience a montré que les cas dans lesquels le juge manque des bases d'appréciation nécessaires à l'application de la règle ordinaire tracée par l'article 8, 5° alinéa de la loi, et doit dès lors recourir au minimum de 365 francs, se présentent beaucoup plus fréquemment que l'on ne l'avait présumé.

Il est incontestable que l'application d'un salaire aussi réduit donne lieu, surtout en cas d'incapacité permanente, à l'octroi d'indemnités qui ne répondent pas, le plus souvent, au dommage réel occasionné par l'accident. Les jeunes ouvriers et apprentis détiennent une grande puissance de travail, appelée normalement à se développer dans un avenir prochain, et qui se manifestera par une augmentation certaine du salaire. Il n'est point équitable, en cas d'accident venant détruire ou amoindrir la quantité de travail que le jeune ouvrier tenait ainsi en réserve, d'accorder l'indemnité dérisoire qui résulte de l'application du minimum susvisé. Un relèvement de ce minimum paraît donc s'imposer.

A différentes reprises, le Département de l'Industrie et du Travail a été saisi de plaintes au sujet d'accidents survenus à de jeunes apprentis dont le contrat de travail était frappé de nullité parce qu'ils n'avaient pas l'âge requis par les lois et règlements sur la police du travail.

D'après la jurisprudence actuelle, la nullité du contrat de travail écarte, d'une manière générale, l'applicabilité de la loi du 24 décembre 1903. On peut estimer que cette jurisprudence est contestable et qu'il y a moyen de soutenir, lorsque la nullité du contrat résulte d'une infraction commise par le chef d'entreprise, que cette nullité ne peut être invoquée que par l'ouvrier ou ses représentants et non par le patron ou l'assureur qui lui est subrogé : dans ces conditions, la victime aurait le choix entre l'action de la loi du 24 décembre 1903 et l'action de responsabilité civile. Il est fort souhaitable que cette thèse soit définitivement adoptée, aussi bien pour assurer une réparation équitable des accidents du genre susvisé que pour prévenir, de la part des chefs d'entreprise, les infractions aux lois et règlements sur la police du travail.

Selon la disposition prévue à l'article 4, 3° alinéa, de la loi du 24 décembre 1903, l'allocation annuelle due en cas d'incapacité permanente remplace l'indemnité temporaire à compter du jour où, soit par l'accord des parties, soit par un jugement définitif, il est constaté que l'incapacité présente le caractère de la permanence.

Il est certain que le législateur a voulu dire que l'allocation annuelle rem-

place l'allocation journalière à partir *du moment où le caractère de la permanence existe en fait*. En d'autres termes, le point de départ de l'allocation annuelle est la *consolidation*, c'est-à-dire le moment où le caractère permanent de l'incapacité est devenu définitivement certain. Cette interprétation est celle qui a été admise par les meilleurs commentateurs de la loi. Elle est dictée d'ailleurs par l'équité et la justice. Le jugement définitif est souvent rendu très longtemps après que la consolidation existe. Lorsque l'incapacité permanente est partielle, et c'est presque toujours le cas, il est évidemment contraire au forfait légal de payer à la victime, pendant l'intervalle, le demi-salaire au lieu d'une allocation annuelle inférieure. En effet, la victime touche alors plus de 50 % de la perte réelle de salaire. Or des jugements ont été rendus, décidant que l'allocation annuelle remplace l'indemnité temporaire à compter du jour de l'accord des parties ou du jugement définitif. Plusieurs jugements en ce sens ont été confirmés par des arrêts de la Cour de cassation, et il en est résulté une très grande incertitude dans la jurisprudence en Belgique.

On a pu constater de nombreux cas dans lesquels les assureurs agréés ont été condamnés à payer le demi-salaire intégral pendant de longs mois à des ouvriers atteints d'une incapacité permanente partielle dont la consolidation était acquise depuis longtemps et qui avaient d'ailleurs repris le travail. Une telle jurisprudence a pour résultat d'inciter l'ouvrier à reculer autant que possible, par des moyens dilatoires, l'accord ou le jugement définitif; on peut dire qu'elle confère une prime à la mauvaise foi. Il importe de remarquer qu'en raison de la situation actuelle, les abus auxquels les chefs d'entreprise ou les assureurs se trouveraient exposés prendraient un caractère particulièrement grave. L'impossibilité au cours de la guerre de réunir les parties devant le juge compétent a mis obstacle au règlement définitif de nombreux cas d'incapacité permanente. Plusieurs *années* se seront écoulées depuis la consolidation jusqu'au jour de l'accord ou du jugement définitif. Obliger les débiteurs d'indemnité à payer le demi-salaire complet pour toute cette période, constituerait une injustice flagrante et gravement préjudiciable à leurs intérêts.

On objectera peut-être qu'en cas de désaccord entre l'assureur et l'ouvrier, sur l'évaluation de l'infirmité, l'ouvrier est exposé à ne plus toucher aucune indemnité depuis l'époque de la consolidation jusqu'à celle du jugement définitif. Il est vrai que la suspension de tout paiement constituerait aussi un abus qu'il importe de prévenir. C'est pourquoi le service de contrôle officiel, dès le début de l'application de la loi du 24 décembre 1903, a eu soin de rappeler aux assureurs les principes suivants :

« Si, en cas d'incapacité permanente, il n'y a aucune contestation sur le » principe de l'indemnité, mais que l'infirmité est évaluée par l'assureur à » un taux inférieur à celui auquel prétend la victime, le différend n'autorise » point la Compagnie ou la Caisse commune à suspendre tout paiement » jusqu'à décision de justice : le service des indemnités légales doit être » continué, ne fût-ce qu'à titre temporaire et provisionnel et sous toutes les

» réserves de droit, dans les limites de ce dont la Compagnie ou la Caisse se reconnaît débitrice. » (Voir le Rapport triennal relatif à l'exécution de la loi du 24 décembre 1903 pendant les années 1905-1908.)

Ces principes conservent tout leur poids et il appartiendra au service de contrôle de veiller à leur application.

La loi du 24 décembre 1903 n'interdit pas aux sociétés non agréées d'assurer le risque professionnel, mais les chefs d'entreprise qui traitent avec de pareilles sociétés conservent la responsabilité personnelle et intégrale des accidents et doivent en outre contribuer au fonds de garantie. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les organismes non agréés aient été délaissés par l'immense majorité des chefs d'entreprise assujettis à la loi. Ce n'est qu'en s'adressant à des patrons ignorants ou peu soucieux de leurs véritables intérêts que quelques-uns de ces organismes sont parvenus et parviennent encore à réaliser un certain nombre de polices. Mais s'il est souhaitable que ces patrons (qui appartiennent pour la plupart à la petite industrie) soient prémunis contre les conséquences fâcheuses de leur imprévoyante légèreté, il importe bien plus encore d'empêcher les abus déplorables qui peuvent résulter des opérations de ce genre, au grand détriment des ouvriers victimes d'accidents du travail. Pour conclure des affaires, certains assureurs non agréés n'hésitent point à appliquer des taux de primes manifestement trop faibles pour couvrir les risques qu'ils assument. Le seul moyen de faire, quand même, des bénéfices, consiste dès lors à réduire artificiellement, en cas de sinistre, les indemnités dues aux victimes. Il est malheureusement trop à craindre que lesdits assureurs, soustraits qu'ils se savent à tout contrôle officiel, ne tendent à employer ce moyen illégitime lorsque l'occasion s'en présente. Il y a lieu de signaler enfin que l'application susvisée de primes trop basses est de nature à rendre plus dangereux encore le jeu de la concurrence auquel certaines compagnies agréées ne se sont déjà que trop livrées. Il résulte des considérations qui précèdent qu'un article de loi prévoyant l'interdiction de l'assurance des risques forfaitaires à tous organismes autres que les établissements agréés, se justifie par l'intérêt général.

II. — EXAMEN DES ARTICLES.

Dispositions transitoires.

ARTICLE PREMIER.

L'article premier établit le principe qui a été mis en lumière dans la partie générale de l'exposé des motifs et qui concerne le calcul du salaire servant de base à la fixation des indemnités, en cas d'accident survenu dans une entreprise atteinte de chômage intermittent, par suite des événements de guerre.

Il est à remarquer que les dispositions énoncées au premier alinéa donnent un caractère d'obligation légale aux règles préconisées déjà par l'Administration du Département de l'Industrie et du Travail, dans une note qu'elle a adressée, le 15 octobre 1915, aux établissements d'assurance agréés. De cette façon, la jurisprudence se trouve définitivement fixée pour l'avenir. En ce qui concerne le passé, l'article premier prévoit la revision des cas de mort et d'incapacité permanente qui n'auraient pas été réglés conformément aux dispositions susvisées. Cette revision peut être faite, soit à l'amiable, soit judiciairement, nonobstant toute convention ou décision de justice intervenue depuis le 4 août 1914. Il incombera en tous cas aux organismes soumis au contrôle officiel de prendre l'initiative des revisions reconnues nécessaires. Celles-ci pourront être opérées par de simples accords, lors même qu'il y aurait eu décision de justice. Toutefois, il y aura lieu, pour les assureurs agréés, de faire homologuer ces accords par les juges de paix compétents. Comme il est pratiquement indispensable de limiter l'époque ouverte aux actions en revision, l'article premier prévoit que celles-ci ne seront valablement intentées qu'avant le 1^{er} janvier 1920.

ART. 2.

Cet article est relatif aux délais de prescription et de revision prévus par l'article 30 de la loi du 24 décembre 1903. Il prévoit la suspension des dits délais, depuis le 4 août 1914 jusqu'à l'expiration de la période d'un an à partir du jour de la publication de la loi. Cette suspension entraîne comme conséquence l'annulation des décisions de justice déclarant tout intéressé forclos, contrairement à la disposition susvisée. L'action en annulation, qui sera poursuivie devant la juridiction qui a rendu la décision attaquée, ne sera plus valablement intentée après la période d'un an qui suivra la publication de la loi.

ART. 3.

D'une manière générale, tous les contrats d'assurance conformes à la loi du 24 décembre 1903 et à l'exécution desquels ont fait obstacle les ordonnances allemandes des 20 mars 1915, 16 janvier et 22 mai 1917, seront, à la demande de l'une des parties, remis en vigueur, dans les conditions générales et particulières des dits contrats, à l'époque de leur résiliation forcée. Les formalités à remplir par la partie requérante seront, soit une déclaration écrite dont il sera donné reçu, soit un acte extrajudiciaire. La résiliation restera acquise si la notification n'en est pas faite, par l'une des parties, avant le 1^{er} janvier 1920.

Lorsqu'à la suite de la résiliation forcée d'une police, le chef d'entreprise aura contracté avec un nouvel assureur, la police pourra être résiliée, soit par l'assureur primitif, soit par l'assuré, à l'aide d'une notification dans la forme indiquée ci-dessus.

La notification, soit de la remise en vigueur, soit de la résiliation de la nouvelle police, fixera elle-même le délai dans lequel elle devra être exécutée. Un délai minimum s'impose évidemment : il faut donner aux intéressés le temps d'accomplir les démarches et formalités nécessaires. Ce délai minimum est fixé à un mois. D'autre part, l'article 3 prévoit un délai maximum d'un an. Cette période est assez longue pour permettre aux assureurs intéressés l'établissement des décomptes de primes et de commissions, soit au 31 décembre 1919, soit à la fin de l'année d'assurance.

Dispositions additionnelles.

ART. 4.

Les modifications et additions apportées par l'article 4 au texte de la loi du 24 décembre 1903 ont déjà été expliquées par les considérations développées dans la partie générale de l'exposé des motifs.

En ce qui concerne la modification de l'article 8, 4^e alinéa, de la loi, l'article 4 du projet prévoit que le minimum du salaire de base à considérer pour les apprentis et les ouvriers âgés de moins de 16 ans, sera dorénavant porté de 365 à 730 francs, soit à 2 francs par jour au lieu de 1 franc. Ce relèvement aura pour conséquence, lorsque le nouveau minimum sera applicable, d'enlever à l'indemnité en cas d'accident grave le caractère trop souvent dérisoire qu'elle a eu jusqu'à présent et qui paraîtrait encore plus injuste dans l'avenir, étant données les nouvelles conditions de la vie économique. Cette dernière considération justifie également, en cas d'incapacité temporaire, l'application du nouveau minimum, d'après laquelle l'allocation journalière antérieure de 50 centimes sera portée à 1 franc.

L'article 18 de la loi du 24 décembre 1903 est complété par une disposition interdisant aux sociétés et associations non agréées de traiter des

opérations d'assurance prévues par ladite loi. Toute convention contraire est nulle de plein droit. L'article 4 du projet de loi établit les peines encourues par les personnes ayant participé à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat frappé de nullité en vertu de l'interdiction susvisée. Les actes se rattachant à l'exploitation de l'assurance forfaitaire par des organismes non agréés sont donc érigés en délits. Ils sont punissables, abstraction faite de toute intention méchante ou frauduleuse.

*Le Ministre de l'Industrie,
du Travail et du Ravitaillement,*

J. WAUTERS.

Projet de loi modifiant, en raison des événements de guerre, la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail et complétant quelques dispositions de ladite loi.

Wetsontwerp tot wijziging, naar aanleiding van de oorlogsgebeurtenissen, der wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen en tot aanvulling van enkele bepalingen dier wet.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement présentera en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Dans les entreprises atteintes de chômage intermittent, régulier ou non, par suite des événements de guerre, le salaire servant de base à la fixation des indemnités prévues par la loi du 24 décembre 1903 sera représenté par le total des salaires effectivement payés, augmenté de la rémunération hypothétique afférente aux jours de chômage et calculée d'après le taux des dits salaires.

En ce qui concerne les cas de mort et d'incapacité permanente survenus depuis le 4 août 1914 et qui n'auraient pas été réglés d'après les dispositions qui précèdent, il sera procédé à leur revision soit à l'amiable, soit judiciairement, nonobstant toute convention ou décision de justice intervenue après la date

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, Heil.

Op voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading zal in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp indienen waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

In de ondernemingen getroffen door naar aanleiding der oorlogsgebeurtenissen, bij tusschenpoozen al of niet geregeld voorkomende werkloosheid zal onder het loon, dat tot grondslag strekt voor de vaststelling der bij de wet van 24 December 1903 voorziene vergoedingen worden verstaan het bedrag van het werkelijk toegekend loon verhoogd met de naar reden van dit loon berekende wegens de werkloze dagen ontbeeerende uitkeering.

Wat de gevallen met doodelyken afloop en die van doorlopende arbeidsongeschiktheid betreft, sedert den 4ⁿ Augustus 1914 voorgekomen en niet naar de voorgaande bepalingen geregeld, die zullen trots eenigerlei na boven bepaalden datum getroffen overeenkomst of gevallen gerechtelijke

susdite. Toutefois l'action spéciale en revision ne sera recevable que pour autant qu'elle soit intentée avant le 1^{er} janvier 1920.

ARTICLE 2.

Les délais de prescription et de revision prévus par l'article 30 de la loi du 24 décembre 1903 sont considérés comme ayant été suspendus depuis le 4 août 1914 jusqu'à l'expiration de l'année qui suivra la publication de la présente loi.

Seront annulées, à la demande de tout intéressé, toutes décisions de justice rendues depuis le 4 août 1914 et qui auraient déclaré les demandeurs forclos contrairement à la disposition qui précède.

L'action en annulation ne sera recevable que dans l'année qui suivra la publication de la présente loi. Elle sera poursuivie devant la juridiction qui a rendu la décision attaquée. Les frais de l'instance en annulation seront mis à charge de la partie en faveur de laquelle la forclusion a été admise.

ARTICLE 3.

Les polices d'assurance, conformes à la loi du 24 décembre 1903, venues à expiration depuis le 20 mars 1915 et qui pouvaient être renouvelées tacitement en vertu des clauses du contrat, mais au renouvellement desquelles a fait obstacle la force majeure résultant de l'arrêt allemand du 20 mars 1915, seront remises en vigueur si l'une des parties en exprime la volonté, soit par une déclaration écrite dont il sera donné

beslissing opnieuw worden geregeld, 'tzij in der minne, 'tzij door het gerecht. De bijzondere vordering tot herziening zal echter maar ontvankelijk zijn, zoover ze wordt ingespannen voor den 1^{er} Januari 1920.

ARTIKEL 2.

De bij artikel 30 der wet van 24 December 1903 voor de verjaring en de herziening bepaalde tijdsbestekken worden voor geschorst gehouden sedert den 4^{en} Augustus 1914 tot bij het afloopen van het jaar volgend op de bekendmaking dezer wet.

Op aanvraag van elken belanghebbende zullen alle sedert den 4^{en} Augustus 1914 gevallen gerechtelijke beslissingen, die de eischers tegenstrijdig met de voorgaande bepaling voor verstoken mochten hebben verklaard, worden vernietigd.

De vordering tot vernietiging zal maar ontvankelijk zijn zoover ze wordt ingespannen in den loop van het jaar, volgende op de bekendmaking dezer wet. Ze zal behandeld worden door het gerecht, dat de aangevallen beslissing heeft genomen. De kosten er van zullen ten laste komen van de partij, in wiens voordeel de versteking werd aangenomen.

ARTIKEL 3.

Overeenkomstig de wet van 24 December 1903 afgesloten polissen sedert den 20^{en} Maart 1915 ten einde geloopt en krachtens de bedingen van het verdrag voor stilzwijgende vernieuwing vatbaar, maar niet vernieuwd wegens het Duitsch besluit van 20 Maart 1915, zullen weer in werking treden indien een der partijen den wil daartoe uitdrukt, 'tzij bij een schriftelijke verklaring, waarvan ontvangbewijs zal

reçu, soit par un acte extrajudiciaire. Il en sera de même pour les polices à l'exécution desquelles ont mis obstacle les circulaires allemandes du 16 janvier 1917 et du 22 mai 1917, lorsque la résiliation n'aura pas été demandée par l'assuré, conformément aux conditions générales et particulières de la police.

Sauf convention contraire entre l'assureur et l'assuré, les contrats remis en vigueur auront, de plein droit, une durée égale à celle qui restait à courir à la date de la résiliation forcée.

Les polices contractées depuis le 20 mars 1915 avec un nouvel assureur par les chefs d'entreprise dont le risque avait cessé d'être couvert par la police primitive en suite des obstacles de force majeure susvisés, pourront être résiliées soit par la volonté de l'assureur primitif, soit par la volonté de l'assuré, dans la forme prévue à l'alinéa qui précède.

La remise en vigueur ou la résiliation de la police auront lieu dans le délai que fixera la notification. Ce délai ne pourra être inférieur à un mois ni supérieur à un an.

Les dispositions du présent article cesseront d'être applicables à dater du 1^{er} janvier 1920.

ARTICLE 4.

La loi du 24 décembre 1903 est modifiée et complétée comme suit :

» ARTICLE PREMIER, 2^e alinéa (modifié) :

» Sont assimilés aux ouvriers les
» apprentis, même non salariés, ainsi
» que les employés qui, à raison de

worden gegeven, 'tzij bij buitengerechtelijke akte. Hetzelfde zal gelden voor de polissen, die niet konden worden uitgevoerd ingevolge de Deutsche rondzendbrieven van 16 Januari 1917 en van 22 Mei 1917, telkens wanneer de verzekerde de breuk er van niet, overeenkomstig de algemeene en bijzondere voorwaarden der polis, zal hebben aangevraagd.

Tenzij tusschen verzekeraar en verzekerde anders werd bedongen zullen de opnieuw in werking gestelde verdragen van rechtswege een tijduur hebben gelijk aan dien, welke op den dag der gedwongen breuk nog af te loopen overbleef.

De polissen sedert den 20 Maart 1915 door de ondernemers, wier risico ingevolge bovenbedoelde overmacht niet meer was geslokt, met een nieuwen verzekeraar aangegaan zijn vatbaar voor breuk 'tzij door den wil van den eersten verzekeraar, 'tzij door den wil van den verzekerde uitgedrukt in den bij voorgaand lid bepaalden vorm.

Het weer in werking stellen of de breuk der polis zal plaatshebben binnen het door de aanschrijving bepaalde tijdsbestek, met dien verstande evenwel dat dit niet minder dan een maand of meer dan een jaar mag bedragen.

De bepalingen van dit artikel zullen met den 1^{er} Januari 1920 ophouden van toepassing te zijn.

ARTIKEL 4.

De wet van 24 December 1903 wordt gewijzigd en aangevuld zooals volgt :

« EERSTE ARTIKEL, lid 2 (gewijzigd) :

» Met werklieden worden gelijkgesteld leerjongens, zelfs wanneer die
» geen loon trekken, alsmede de beamb-

» leur participation directe ou indi-
 » recte au travail, sont soumis aux
 » mêmes risques que les ouvriers et
 » dont le traitement annuel, fixé par
 » l'engagement, ne dépasse pas 4,000
 » francs.

» ARTICLE PREMIER, 4^e alinéa (nou-
 » veau) :

» Les chefs d'entreprise ne peuvent,
 » en vue d'écarter l'application de la
 » loi, se prévaloir de la nullité du
 » contrat de travail, lorsque cette nul-
 » lité provient de la violation, dans
 » leur chef, des lois et règlements
 » relatifs à la police du travail.

» ARTICLE 4, 3^e alinéa (modifié) :

» Si l'incapacité est ou devient per-
 » manente, une allocation annuelle de
 » 50 %, déterminée d'après le degré
 » d'incapacité, comme il vient d'être
 » dit, remplace l'indemnité temporaire
 » à compter du jour où l'incapacité
 » présente le caractère de la perma-
 » nence; ce point de départ est constaté,
 » soit par l'accord des parties, soit par
 » un jugement définitif. A l'expiration
 » du délai de revision prévu à l'arti-
 » cle 30, l'allocation annuelle est rem-
 » placée par une rente viagère.

» ARTICLE 8, 4^e alinéa (modifié) :

» Lorsque le salaire annuel dépasse
 » 4,000 francs, il n'est pris en consi-
 » dération, pour la fixation des indem-
 » nités, qu'à concurrence de cette
 » somme.

» ARTICLE 8, 5^e alinéa (modifié) :

» En ce qui concerne les apprentis,
 » ainsi que les ouvriers âgés de moins

» ten die, ter oorzaak van hunne recht-
 » streeksche of onrechtstreeksche deel-
 » neming aan den arbeid, blootstaan
 » aan dezelfde gevaren als de werklie-
 » den, en wier jaarwedde, door de ver-
 » bintenis bepaald, 4,000 frank niet te
 » boven gaat. »

» ARTIKEL ÉÉN, lid 4 (nieuw) :

» Om aan de toepassing der wet te
 » ontsnappen kunnen de ondernemers
 » de nietigheid der arbeidsovereen-
 » komst niet inroepen indien die nietig-
 » heid voortspuit uit de verkrachting
 » door henzelf van de wetten en veror-
 » deningen op de arbeidspolitie.

» ARTIKEL 4. — Lid 3 (gewijzigd) :

» Indien de onbekwaamheid voort-
 » durend is of wordt, dan vervangt
 » eene jaarlijksche vergoeding van
 » 50 %, bepaald volgens den graad
 » van de onbekwaamheid, zooals hier-
 » voren gezegd, de tijdelijke vergoe-
 » ding te rekenen met den dag, waar-
 » op de onbekwaamheid van doorloo-
 » penden aard blijkt te moeten zijn;
 » die dag wordt vastgesteld 'tzij door
 » een verdrag tusschen partijen, 'tzij
 » door een eindvonnis. Bij het eindigen
 » van den termijn voor herziening, be-
 » paald in artikel 30, wordt de jaar-
 » lijksche vergoeding vervangen door
 » eene lijfrente.

» ARTIKEL 8, lid 4 (gewijzigd) :

» Gaat het jaarlijksch loon 4,000 fr.
 » te boven, dan komt het, voor de
 » vaststelling van de vergoedingen,
 » slechts tot het bedrag van deze som
 » in aanmerking.

» ARTIKEL 8, lid 5 (gewijzigd) :

» Betreft het leerjongens, alsmede
 » arbeiders die den leeftijd van 16 jaren

» de 16 ans, le salaire de base ne sera »
 » jamais inférieur au salaire des autres »
 » ouvriers les moins rémunérés de la »
 » même catégorie professionnelle; il ne »
 » sera, en aucun cas, évalué à moins de »
 » 730 francs par an.

» ARTICLE 18, 4^e alinéa (nouveau) :

» Il est interdit aux sociétés ou asso- »
 » ciations qui ne sont pas agréées con- »
 » formément aux articles 17 et 18 ou »
 » qui ont cessé de l'être, de traiter des »
 » opérations d'assurance relatives aux »
 » risques d'accidents prévus par la pré- »
 » sente loi.

» Toute convention contraire est »
 » nulle de plein droit.

» Sera puni d'une amende de 50 à »
 » 2,000 francs, tout assureur, agent, »
 » inspecteur, directeur ou courtier d'as- »
 » surances qui aura participé à la con- »
 » clusion ou à l'exécution d'un contrat »
 » frappé de nullité en vertu de la dispo- »
 » sition qui précède. »

ARTICLE 5.

La présente loi entrera en vigueur »
 le jour de sa publication au *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 11 mars 1919.

» niet hebben bereikt dan gaat het tot »
 » grondslag genomen loon nooit bene- »
 » den het loon van de andere minst »
 » betaalde arbeiders in hetzelfde be- »
 » roep; in geen geval wordt het op »
 » minder dan 730 frank per jaar vast- »
 » gesteld.

» ARTIKEL 8, lid 4 (nieuw) :

» Vennootschappen of vereenigin- »
 » gen die niet overeenkomstig arti- »
 » kel 17 en 18 werder aangenomen of »
 » aan welker aanneming een einde »
 » kwam mogen niet doen aan verze- »
 » kering tegen het door deze wet voor- »
 » zien ongevalgevaar.

» Elk tegenstrijdig verdrag is van »
 » rechtswege nietig.

» Zal worden gestraft met een geld- »
 » boete van 50 tot 2,000 frank elk »
 » verzekeraar, verzekeringsagent — op- »
 » ziener — bestuurder of makelaar, die »
 » zal hebben deelgenomen aan het af- »
 » sluiten of uitvoeren van een krachtens »
 » voorgaande bepaling door nietigheid »
 » getroffen verdrag. »

ARTICLE 5.

Deze wet zal in werking treden den »
 dag, waarop ze in den *Moniteur* zal »
 worden bekendgemaakt.

• Gegeven te Brussel, den 11^e Maart »
 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail »
 et du Ravitaillement,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid »
 en Bevoorrading,*

J. WAUTERS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 MAART 1919.

Wetsontwerp tot wijziging, naar aanleiding van de oorlogsgebeurtenissen, der wet van 24 Décembre 1903 op de vergoeding der schade voortspuitende uit arbeidsongevallen en tot aanvulling van enkele bepalingen dier wet.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

1. — ALGEMEENE BESCHOUWINGEN.

De uitvoering der wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade, voortspuitende uit arbeidsongevallen, heeft mede de storende invloeden der oorlogsgebeurtenissen ondergaan.

De ontredde van het Belgische nijverheidsbedrijf heeft, inzonderheid wat het loon betreft, dat een wezenlijk grondslag is voor de aan door arbeidsongevallen getroffen verschildigde vergoeding, tot buitengewone omstandigheden geleid. Immers heeft de oorlog, in de meeste der aan de wet van 24 December 1903 onderworpen ondernemingen, 't zij volslagen stilstand der werkzaamheden, 't zij gevallen van bij tusschenpoozen voorkomende werkeloosheid ten gevolge gehad.

In geval van door den werkman niet gewilde werkeloosheid, voorkomend in den loop van aan het arbeidsongeval voorafgaande jaar, bepaalt de wet dat het voor de vaststelling der vergoeding tot grondslag strekkende loon een denkbeeldige hoeveelheid is, samengesteld uit het in den loop van het jaar toegekend loon en uit het loon, dat de werkman ten tijde, dat hij niet werkte, zou hebben getrokken.

Men heeft beweerd dat, wegens het onder de door den oorlog veroorzaakte omstandigheden geregeld voorkomen van tusschenpoozen in de bedrijfswerkzaamheden, de te beschouwen toestanden het buitengewone niet

vertoonen, dat alleen de toepassing van bovenbedoelden regel kan rechtvaardigen. Het zou niet gaan om toevallige, onverwachte, onregelmatige werkloosheid en derhalve zou men voor grondslag strekkend loon dienen te houden enkel het loon, dat de getroffene voor zijn werkelijk verrichten arbeid trok. Het is zaak die meening te bestrijden. Ze is van den aard om nadeelig op de schadevergoeding bij een ongeval te werken, inzonderheid wanneer het een ongeval met doodelijken afloop of een doorloopende arbeidsongeschiktheid veroorzakend ongeval betreft.

Immers wil de wet dat de buitengewone toestanden, die, intredende niet door toedoen van den werkman maar bij overmacht, in den loop van aan het ongeval voorafgaand jaar, arbeidsonderbreking en dienvolgens loonverlies veroorzaken, het bedrag der vergoedingen niet kunnen inkrimpen. Welnu, het spreekt vanzelf dat het algemeen voorkomen, het voortduren en zelfs de tijdelijke regelmatigheid van het buitengewone niet van den aard zijn om dit tot iets gewoons te maken. Dan een zaak is noodig : dat het buitengewone het gevolg zij van overmacht. En dat de huidige toestand daarvan het gevolg is kan niet worden betwijfeld. Bij het werkelijk toegekend loon dient derhalve de wegens de werklooze dagen ontbeerde uitkeering te worden gevoegd. Men heeft opgeworpen dat die wijze van berekening de verzekeraars benadeelt, die geen premie zouden beuren naar reden van het risico, dat zij dekken.

Maar feitelijk is die opwerping, overigens waardeloos wat het recht betreft, geenszins gegrond.

Wie bij tussenpoozen werkloos is is bij tussenpoozen buiten gevaar. In den loop van een jaar zijn die poozen dezelfde : zoo dat de waarschijnlijkheid van eenig ongeval in dezelfde verhouding tot de werkelijk betaalde premie blijft.

Het dient onderzocht of er een onderscheid moet worden gemaakt tusschen de vergoedingen verschuldigd bij tijdelijke arbeidsongeschiktheid en de tegemoetkomingen of renten verschuldigd bij een doorloopende arbeidsongeschiktheid of bij een ongeval met doodelijken afloop. Men heeft kunnen opwerpen dat het toepassen van bovenbedoelden regel vaak ten gevolge zou hebben een hogere dagelijksche vergoeding toe te kennen dan de helft van het dagloon, ja zelfs dan het geheel dagloon, dat de getroffene vóór het ongeval trok. Moet men niet vermijden dat de getroffene er geldelijk belang bij heeft, 'tzij het ongeval te veroorzaken, 'tzij de er uit voortspruitende tijdelijke arbeidsongeschiktheid langer dan het hoorde te doen duren? Met betrekking tot het verleden kan die opwerping wel eenige waarde hebben, maar voor de toekomst heeft zij er geen. Immers zullen de werklieden in de toekomstige maanden een zeer hoog loon trekken en tegen het verlies van dat loon zou geenszins opwegen de vergoeding, uitgekeerd bij toepassing van den voorgestelden regel, waarbij rekening gehouden wordt met de in het jaar vóór het ongeval uitbetaalde loonen.

Sedert den aanvang van den oorlog werd er waargenomen dat tal van rechterlijke beslissingen niet genomen werden overeenkomstig de boven

uiteengezette beginselen en dat daardoor meermalen onrecht gepleegd werd ten nadeele van door ongevallen getroffen en of van dezer rechtverkrijgenden. Bij ongevallen, waaromtrént onder zulke omstandigheden een regeling getroffen werd, is een herziening hoogst billijk. Evenwel, tegenover de moeilijkheden, waarmee de meeste gevallen van tijdelijke arbeidsongeschiktheid zouden gepaard gaan, blijkt het niet gelegen het recht tot herziening hier toe te passen. Overigens werd er boven reeds op gewezen dat, met betrekking tot het verleden, de naar den voorgestelden regel, bij tijdelijke arbeidsongeschiktheid toegekende vergoeding, ten gevolge zou kunnen hebben den getroffene een hoogere vergoeding toe te kennen dan zijn werkelijk loon, wat als een misbruik kan worden aangezien.

Ten gevolge van dezen oorlog is een gedeelte der Belgische bevolking uitgeweken. Bovendien bleven sommige streken, aan den vijandelijken inval ontsnapt, van het overige van 't Rijk afgescheiden. Daardoor kon voor talrijke ongevallen geen regeling worden getroffen of geen herziening geschieden binnen den tijd bepaald bij artikel 30 der wet. Een wetsbepaling, houdende schorsing sedert den aanvang van den oorlog van de in bovenbedoeld artikel voor verjaring en herziening bepaalde tijdsbestekken, wordt gebillijkt door dezelfde redenen van overmacht als die, welke aanleiding gaven tot het nemen in 1914 van de koninklijke besluiten betreffende verjaring en vervalling in burgerlijke zaken.

Tijdens de bezetting van België, werden de Fransche en Engelsche verzekeringsinstellingen, met het oog op de arbeidsongevallenwet aangenomen, door de Deutsche overheid aan de strengste maatregelen onderworpen, die oorzaak waren dat bijna al hun polissen verloren gingen. Onder de verordeningen der bezettende macht dient er gewezen op :

1° Een besluit, onder dagteekening van 20 Maart 1916, waarbij aan voormelde instellingen bevolen werd de ten einde loopende verdragen te verbreken en het hun verboden werd nieuwe zaken te doen ;

2° Een rondzendbrief, onder dagteekening van 16 Januari 1917, waarbij bevolen werd de door de verzekerden opgezegde verdragen te verbreken, zelfs dan wanneer de opzegging niet gedaan werd overeenkomstig de algemeene of bijzondere voorwaarden der polis ;

3° Een rondzendbrief, onder dagteekening van 22 Mei 1917, waarbij bevolen werd de verdragen te verbreken bij niet-betaling der premie of van aangifte van een ongeval.

Dient gezegd dat de Belgische Regeering ten plicht heeft onmiddellijk, in de mate van het mogelijke, de gevolgen op te heffen van die willekeurige handelwijze der Deutsche overheid? Daartoe volstaat een wetsbepaling, krachtens welke de polissen, die wegens bovenvermelde Deutsche verordeningen niet konden worden uitgevoerd, weer in werking zullen worden

gesteld op aanvraag, 'tzij van den verzekeraar, 'tzij van den verzekerden ondernemer.

* * *

Bovenstaande beschouwingen hebben uitsluitend betrekking op buitengewone door den oorlog geschapen toestanden en de wetsbepalingen, waartoe ze een gegronde aanleiding kunnen zijn, zijn uiteraard overgansbepalingen. De Regeering is van oordeel dat er aan de wet van 24 December 1903 sommige wijzigingen en toevoegingen dienen aangebracht, gebillijkt, 'tzij door de nieuwe economische omstandigheden, welke met het oog op de toekomst in aanmerking moeten worden genomen, 'tzij omdat de opgedane ervaring er het gepaste heeft doen van inzien.

De weeromstuit van den oorlog op het peil der loonen zal heel voelbaar zijn en naar alle waarschijnlijkheid zal men hem, althans met veranderlijke kracht, nog lange jaren gewaar worden. De wet van 24 December 1903 (art. 8, 4° lid) houdt : « Gaat het jaarlijksch loon 2,400 frank te boven, dan komt het voor de vaststelling van de vergoedingen, slechts tot het bedrag van deze som in aanmerking. »

Toen de wet werd bekendgemaakt, leek zulke beperking gegrond, daar grooter loonen dan 2,400 frank buitengewoon hoog werden geacht en de werklieden, die ze trokken, in de mogelijkheid verkeerden, niet alleen in hun levensbehoeften te voorzien, maar tevens een stuiver op zijde te leggen. Thans wordt waargenomen dat, de koopkracht van het geld waarschijnlijk voor langen tijd in vrij aanzienlijke mate verminderd zijnde, met hooger loonen ook meer geldvergende behoeften gepaard gaan. Daaruit volgt dat de gemiddelde loongrens, waarbij het den werkman door den band mogelijk wordt een spaarpenning op zij te zetten, niet meer die is, welke door den wetgever in 1903 werd aangegeven. Alleen rekening houdende met de tegenwoordige economische levensomstandigheden, zou een buitengewoon hooge grens moeten worden vastgesteld, maar men mag niet uit het oog verliezen dat de prijzen van alles, wat tot het leven noodig is, geleidelijk moeten dalen. Door het maximum van 2,400 frank op 4,000 frank te brengen, blijkt wel een soort billijke verhouding te worden vastgesteld tusschen die twee getallen en de economische toestanden, waarmêe ze in verband staan. Men zal tevens aannemen dat de voorgestelde beperking noodzakelijk is, wil men de lasten, die onder den vorm van verzekeringspremiën op de Belgische nijverheid drukken, niet in overdreven mate verzwaren.

Artikel 1, lid 2, der wet van 24 December 1903 stelt met werklieden gelijk de beambten, die ter oorzaak van rechtstreeksche of onrechtstreeksche deelneming aan den arbeid blootstaan aan dezelfde gevaren als de werklieden en wier jaarwedde, door de verbintenis bepaald, 2,400 frank niet te boven gaat. Er bestaat een nauw verband tusschen dat maximum en datgene bedoeld in artikel 8, lid 4. In het verband dezer wet moet de verhooging van het een maximum de verhooging van het andere ten gevolge

hebben. Bovendien kunnen de redenen, die voor de aanneming pleiten van het nieuw maximum van 4,000 frank voor de werklieden, tevens met dezelfde waarde ingeroepen worden voor de onder de toepassing der wet vallende beambten.

Artikel 8, lid 5, der wet van 24 December 1903 houdt dat, wat betreft de leerjongens alsmede de arbeiders, die den leeftijd van 16 jaar niet hebben bereikt, het tot grondslag genomen loon nooit beneden het loon gaat van de andere het minst betaalde arbeiders in hetzelfde beroep; in geen geval wordt het op minder dan 365 frank per jaar vastgesteld.

Door arbeiders in hetzelfde beroep verstaat men deze, die in hetzelfde bedrijf werkzaam zijn als de leerjongens en arbeiders, die den leeftijd van 16 jaar niet hebben bereikt. Wanneer in het bedrijf geen volwassen arbeiders van hetzelfde beroep werkzaam zijn, dan zal de rechter *ex æquo et bono* oordeelen en bij voorbeeld het loon toepassen van de hulpen of van de arbeiders, die tot soortgelijke beroepen, als dat, waarin de getroffene werkzaam was, behooren. Wanneer er geen grondslagen tot vergelijking met loonen van volwassen en gezonde arbeiders voorhanden zijn, dan wordt het werkelijk loon van den getroffene toegepast zoo deze meer dan 365 frank trok, of het loon van 365 frank in tegenovergesteld geval. Naar de meening van den wetgever mocht het minimum van 365 frank slechts in uitzonderlijke gevallen worden toegepast.

De ondervinding heeft geleerd dat de gevallen, waarin den rechter de noodige grondslagen tot beoordeeling ontbreken voor de toepassing van den gewonen bij artikel 8, lid 5, der wet voorzienen regel, en hij dienvolgens verplicht is het minimum van 365 frank toe te passen, veel vaker voorkomen dan men wel vermoed had.

Het is onbetwistbaar dat de toepassing van een zoo gering loon, vooral wanneer het gevallen van doorlopende arbeidsongeschiktheid geldt, aanleiding geeft tot het toekennen van vergoedingen, welke in de meeste gevallen niet naar verhouding zijn van de door het ongeval veroorzaakte werkelijke schade.

Jonge arbeiders en leerjongens bezitten een groot arbeidsvermogen, dat onder gewone omstandigheden in een naaste toekomst nog moet toenemen en hun ongetwijfeld een hooger loon zal moeten laten trekken. Het is niet billijk, wanneer de arbeidsgeschiktheid, waarover de jeugdige arbeider beschikt, door een ongeval vernietigd of verminderd wordt, hem een onbeduidende vergoeding toe te kennen zooals ze zou voortvloeien uit de toepassing van bovenbedoeld minimum. Dat minimum te verhoogen blijkt dus een noodzakelijkheid te zijn.

Meermalen werden bij het Departement van Nijverheid en Arbeid klachten ingediend omtrent ongevallen overkomen aan jeugdige leerjongens, wier arbeidsovereenkomst door nietigheid getroffen werd, omdat ze den door de wetten en verordeningen op de arbeidspolitie vereischten leeftijd niet bereikt hadden.

Naar de tegenwoordig gevolgde rechtspraak is de wet van 24 December 1903 over 't algemeen niet toepasselijk wanneer de arbeidsovereenkomst door nietigheid getroffen wordt. Men kan de rechtspraak voor betwistbaar houden en beweren dat, wanneer de nietigheid van de overeenkomst voortspruit uit een door den onderhemer begane overtreding, zij slechts kan ingeroepen worden door den arbeider of zijn vertegenwoordigers en niet door den ondernemer of den verzekeraar, die zijn plaats inneemt : onder zulke omstandigheden kan de getroffene kiezen tusschen de vordering tot toepassing der wet van 24 December 1903 en de vordering tot burgerlijke verantwoordelijkheid. Het is hoogst wenschelijk dat deze stelling voor goed aangenomen worde, evenzeer om een billijke vergoeding voor bovenbedoelde ongevallen te verzekeren als om bij de ondernemers overtredingen te verhinderen der wetten en verordeningen op de arbeidspolitie.

Naar de bepaling van artikel 4, lid 3, der wet van 24 December 1903 vervangt de in geval van doorlopende verschuldigde jaarlijksche vergoeding, de tijdelijke vergoeding te rekenen van den dag waarop, 't zij door verdrag tusschen partijen, 't zij door een eindvonnis, wordt vastgesteld dat de ongeschiktheid van doorlopenden aard is.

Het lijdt geen twijfel dat de wetgever hier heeft willen zeggen dat de jaarlijksche vergoeding de dagelijksche tegemoetkoming vervangt te rekenen *van het oogenblik, waarop de doorlopende arbeidsongeschiktheid werkelijk bestaat*. Met andere woorden, het aanvangspunt van de jaarlijksche vergoeding is de *consolideering*, dit is het oogenblik, waarop het bepaald zeker wordt dat de onbekwaamheid van doorlopenden aard is. 't Is de verklaring door de beste uitleggers der wet aangenomen. Billijkheid en rechtvaardigheid dringen ze overigens op. Het eindvonnis komt vaak heel lang na de bestaande consolideering. Wanneer het een doorlopende gedeeltelijke ongeschiktheid geldt, zooals bijna altijd het geval is, dan strijdt het blijkbaar met de wettelijke doorsnèeregeling aan den getroffene in dien tusschentijd het half-loon te betalen instèe van een geringere jaarlijksche vergoeding.

Immers trekt de getroffene dan meer dan 50 % van het loon, dat hij zou getrokken hebben. Welnu, vonnissen werden geveld, waarbij vastgesteld werd dat de jaarlijksche vergoeding de tijdelijke tegemoetkoming vervangt te rekenen van den dag, waarop een verdrag tusschen partijen wordt getroffen of waarop het eindvonnis wordt uitgesproken. Verschillende vonnissen van dien aard werden door gewijsden van het Verbrekingshof bevestigd en het gevolg er van was een zeer groote onvastheid van de rechtspraak in België.

In talrijke gevallen heeft men kunnen opmerken dat de aangenomen verzekeraars veroordeeld werden tot betaling gedurende lange maanden van het heel half-loon aan arbeiders, getroffen door een doorlopende gedeeltelijke arbeidsongeschiktheid, waaromtrent sedert lang geen twijfel

meer was, en die overigens het werk weder opgenomen hadden. Zulke rechtspraak zet de arbeiders er toe aan, het verdrag of het eindvonnis zooveel mogelijk te verschuiven; men mag zeggen dat ze een premie toekent aan de kwade trouw. Er dient opgemerkt dat de ondernemers of de verzekeraars, wegens den tegenwoordigen toestand, zouden blootgesteld zijn aan de ergste misbruiken.

Daar, tijdens den oorlog, de partijen niet voor den bevoegden rechter konden bijeen gebracht worden bleven talrijke gevallen van doorlopende arbeidsongeschiktheid zonder bepaalde regeling. Zoo zullen verschillende jaren verlopen zijn tusschen het oogenblik der consolideering en den dag, waarop het verdrag aangegaan of het eindvonnis gewezen kan worden.

Degenen, die vergoedingen verschuldigd zijn er toe verplichten voor dien heelen tijd het half-loon te betalen ware een in 'toog springende onrechtvaardigheid, die tevens hun belangen erg zou schaden.

Men zal misschien opwerpen dat, in geval van oneerlijkheid tusschen den verzekeraar en den arbeider omtrent de vaststelling van den graad der arbeidsongeschiktheid, de arbeider er aan blootgesteld is niets meer te trekken van het oogenblik af, waarop de ongeschiktheid doorlopend wordt geacht tot op den dag der eindbeslissing. Zeker zou de schorsing van elke betaling ook een misbruik uitmaken, dat moet voorkomen worden. Even daarom heeft het ambtelijk toezicht, sedert den aanvang van de toepassing der wet van 24 December 1903, er zorg voor gedragen aan de verzekeraars de volgende beginselen voor oogen te houden :

« Indien, in geval van doorlopende arbeidsongeschiktheid, er omtrent
 » het beginsel der vergoeding geen betwisting bestaat, maar de graad der
 » arbeidsongeschiktheid door den verzekeraar geringer wordt geacht dan
 » door den getroffene, zoo laat dat geschil de vennootschap of de gemeen-
 » schappelijke kas niet toe hare betalingen te schorsen totdat het gerecht
 » beslist heeft : de uitkeering der wettelijke vergoedingen moet worden
 » voortgezet, al ware het maar tijdelijk en al werd slechts een voorschot
 » uitbetaald onder voorbehoud van alle rechten, binnen de grenzen van
 » datgene, wat de vennootschap of de kas erkent schuldig te zijn. (Naar
 » het : Rapport triennal relatif à l'exécution de la loi du 24 décembre 1903
 » pendant les années 1905-1908.) » Die beginselen behouden ook nu al
 hun waarde en de dienst van het toezicht zal er voor waken dat ze worden toegepast.

De wet van 24 December 1903 verbiedt de niet-aangenomen vennootschappen niet het beroepsgevaar te verzekeren, maar de ondernemers, die verdragen afsluiten met zulke vennootschappen blijven verder persoonlijk geheel aansprakelijk voor de ongevallen en moeten bovendien tot het waarborgfonds bijdragen. Onder zulke omstandigheden is het geenszins te verwonderen dat de niet-aangenomen instellingen door de overgrootte

meerderheid van de aan de wet onderworpen ondernemers werden verlaten. Alleen bij onwetende of om hun eigen belangen weinig bezorgde ondernemers zijn sommige dier instellingen er in geslaagd en slagen ze er nog in eenige polissen te laten onderteekenen. Maar, is het wenschelijk zulke ondernemers (waarvan de meeste tot de klein-nijverheid behooren) te wapenen tegen de noodlottige gevolgen van hun onbezonnenheid, zoo is het nog veel noodzakelijker de betreurenswaardige misbruiken te keer te gaan, die uit zulke verzekeringsverdragen kunnen voortspruiten, ten nadeele van door arbeidsongevallen getroffen werklieden. Om verdragen te kunnen afsluiten aarzelen sommige niet-aangenomen verzekeraars niet premiën toe te passen, die blijkbaar te laag zijn voor het risico, dat ze moeten dekken. Het eenig middel om toch maar winst te maken, bestaat dan in het kunstmatig inkrimpen, bij een ongeval, van de aan de getroffenen verschuldigde vergoedingen. Het is helaas! maar al te zeer te vreezen dat voormelde verzekeraars, die zich van alle ambtelijk toezicht vrij weten, nog verder zullen zoeken dat middel te gebruiken, wanneer zich daartoe gelegenheid biedt. Ten slotte dient er nog op gewezen dat bovenbedoelde toepassing van al te lage premiën van den aard is om de onderlinge mededinging nog gevaarlijker te maken, waaraan sommige aangenomen vennootschappen reeds al te zeer hebben toegegeven. Uit bovenstaande beschouwingen blijkt dat het algemeen belang een wetsartikel billijkt, waarbij aan alle andere dan aangenomen instellingen verboden wordt het risico, bedoeld bij de wet van 24 December 1903, te verzekeren.

II. — ONDERZOEK DER ARTIKELEN.

Overgangsbepalingen.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 1 stelt het in het algemeen gedeelte der Memorie van toelichting opgehelderd beginsel vast, betreffende de berekening van het loon, dat tot grondslag strekt van de vergoeding bij ongeval in ondernemingen getroffen door naar aanleiding van de oorlogsgebeurtenissen bij tusschenpoozen voorkomende werkloosheid.

Er dient opgemerkt dat de bepalingen, vervat in lid 1 den stempel van wettelijke verplichting hechten aan de regelen door het Departement van Nijverheid en Arbeid reeds aanbevolen in een noot, onder dagteekening van 15 Oktober 1915 gericht tot de aangenomen verzekeringsinstellingen: zóó dat de rechtspraak, ten deze, voortaan onwrikbaar vast zal staan.

Wat het verleden betreft voorziet artikel 1 de herziening der gevallen met doodelijken afloop en van doorlopende arbeidsongeschiktheid, die niet, overeenkomstig bovenbedoelde bepalingen, mochten geregeld geworden zijn. Tot die herziening kan, 'tzij in der minne, 'tzij door het gerecht, worden overgegaan trots eenigerlei sedert den 4ⁿ Augustus 1914 aangegaan verdrag op gevallen gerechtelijke beslissing.

In allen gevalle zullen de aan het ambtelijk toezicht onderworpen instellingen, wat betreft noodig bevonden herzieningen, dienen voor te gaan. Zelfs dan wanneer reeds een gerechtelijke beslissing viel kunnen deze herzieningen bij verdrag worden tot stand gebracht. Dan, de aangenomen verzekeraars moeten die verdragen toch laten bekrachtigen door de desbevoegde vrederechters. Daar het uit praktisch oogpunt noodig is een tijdsbestek voor het vorderen van herziening te bepalen zoo houdt artikel 1 dat dergelijke vorderingen geldig enkel vóór den 1ⁿ Januari 1920 kunnen worden ingebracht.

ART. 2.

Dat artikel betreft de tijdsbestekken voor de verjaring en de herziening, waarvan sprake in artikel 30 der wet van 24 December 1903. Het voorziet de schorsing dier bestekken sedert den 4ⁿ Augustus 1914 tot bij het verstrijken van het jaar, volgende op de bekendmaking der wet. Die schorsing zal de vernietiging ten gevolge hebben van de gerechtelijke beslissingen, waarbij eenig belanghebbende, tegenstrijdig met bedoelde

bepalingen, voor verstoken mocht worden verklaard. De vordering tot vernietiging, die zal worden afgedaan door het gerecht, dat de betwiste beslissing nam, zal geldig niet meer kunnen worden ingespannen na afloop van het jaar volgend op de bekendmaking der wet.

ART. 3.

Over het algemeen zullen alle overeenkomstig de wet van 24 December 1903 afgesloten polissen, die, wegens de Duitsche verordeningen van 20 Maart 1915, 16 Januari en 22 Mei 1917 niet konden worden uitgevoerd, op aanvraag van een der partijen, met hun algemeene en bijzondere voorwaarden, op den tijd, waarop ze door dwang werden verbroken, weer in werking treden. De door de aanvragende partij te vervullen pleegvormen zijn : 'tzij een schriftelijke verklaring, waarvan ontvangstbewijs zal worden gegeven, 'tzij een buitengerechtelijke akte. Wordt de breuk door een der partijen niet vóór den 1^o Januari 1920 aangeschreven, dan zal ze een voldongen feit zijn.

Mocht de ondernemer ten gevolge van gedwongen polisbreuk met een nieuwen verzekeraar een verzekering hebben afgesloten, dan kan deze met een aanschrijving in den vorm als hierboven werd aangegeven, 'tzij door den eersten verzekeraar, 'tzij door den verzekerde worden verbroken.

In de aanschrijving, 'tzij van het weder in werking stellen 'tzij van de breuk der nieuwe polis, zal het tijdsbestek worden bepaald, waarbinnen ze zal moeten worden uitgevoerd. Het spreekt vanzelf dat een minimum-tijdsbestek vereischt is; de belanghebbenden moeten den tijd hebben om de noodige stappen te doen en de noodige pleegvormen te vervullen. Dat minimum-tijdsbestek is op een maand bepaald. Anderzijds voorziet artikel 3 een maximum-tijdsbestek van een jaar. Dit is lang genoeg om de belanghebbende verzekeraars toe te laten om 'tzij op 31 December 1919, 'tzij aan het eind van het verzekeringsjaar de inhoudingen van premien of van commissieloon vast te stellen.

Bijgevoegde bepalingen.

ART. 4.

Omtrent de wijzigingen en bijvoegingen door artikel 4 in den tekst der wet van 24 December 1903 aangebracht, werd reeds uitlegging gegeven door de beschouwingen, ontwikkeld in het algemeen gedeelte der Memorie van Toelichting. Wat de wijziging van artikel 8, lid 4 der wet betreft, bepaalt artikel 4 van het ontwerp dat het tot grondslag strekkend loon voor de leerjongens en voor de werklieden beneden 16 jaar, in aanmerking te nemen voortaan van 365 tot 730 frank zal worden opgevoerd, dat is op 2 frank per dag instèe van 1 frank. Die verhooging zal, eens het nieuw minimum van toepassing, ten gevolge hebben dat de vergoeding, bij een

ongeval, tot heden al te vaak bespottelijk, en in de toekomst, wegens de nieuwe economische omstandigheden, meer onrechtvaardig dreigende te worden, van een gezond gehalte worden zal.

Deze beschouwing is van den aard om ook bij tijdelijke arbeidsongeschiktheid, de toepassing van het nieuw minimum te rechtvaardigen, ingevolge waarvan de vroeger geldende dagelijksche uitkeering van 50 centimen zal worden opgevoerd tot een frank.

Artikel 18 der wet van 24 December 1903 wordt aangevuld door een bepaling, waarbij het niet aangenomen vennootschappen en vereenigingen wordt verboden te doen aan door gemelde wet voorziene verzekeringen. Elk tegenstrijdig verdrag is van rechtswege nietig. Artikel 4 van het wetsontwerp stelt de straffen vast, die de personen oploopen, welke hebben deelgenomen aan het afsluiten of uitvoeren van een krachtens bovenbedoeld verbod door nietigheid getroffen verdrag. Handelingen in verband met het drijven van verzekering in den zin der wet van 24 December 1903 door niet aangenomen instellingen worden tot wanbedrijven gemaakt. Ze zijn strafbaar ook dan wanneer ze worden begaan zonder boos of bedrieglijk inzicht.

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading,*

J. WAUTERS.

Projet de loi modifiant, en raison des événements de guerre, la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail et complétant quelques dispositions de ladite loi.

Wetsontwerp tot wijziging, naar aanleiding van de oorlogsgebeurtenissen, der wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen en tot aanvulling van enkele bepalingen dier wet.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement présentera en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Dans les entreprises atteintes de chômage intermittent, régulier ou non, par suite des événements de guerre, le salaire servant de base à la fixation des indemnités prévues par la loi du 24 décembre 1903 sera représenté par le total des salaires effectivement payés, augmenté de la rémunération hypothétique afférente aux jours de chômage et calculée d'après le taux des dits salaires.

En ce qui concerne les cas de mort et d'incapacité permanente survenus depuis le 4 août 1914 et qui n'auraient pas été réglés d'après les dispositions qui précèdent, il sera procédé à leur revision soit à l'amiable, soit judiciairement, nonobstant toute convention ou décision de justice intervenue après la date

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading zal in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp indienen waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

In de ondernemingen getroffen door naar aanleiding der oorlogsgebeurtenissen, bij tusschenpoozen al of niet geregeld voorkomende werkloosheid zal onder het loon, dat tot grondslag strekt voor de vaststelling der bij de wet van 24 December 1903 voorziene vergoedingen worden verstaan het bedrag van het werkelijk toegekend loon verhoogd met de naar reden van dit loon berekende wegens de werkloze dagen ontbeerende uitkeering.

Wat de gevallen met doodelijken afloop en die van doorlopende arbeidsongeschiktheid betreft, sedert den 4ⁿ Augustus 1914 voorgekomen en niet naar de voorgaande bepalingen geregeld, die zullen trots eenigerlei na boven bepaalden datum getroffen overeenkomst of gevallen gerechtelijke

ausdite. Toutefois l'action spéciale en revision ne sera recevable que pour autant qu'elle soit intentée avant le 1^{er} janvier 1920.

ARTICLE 2.

Les délais de prescription et de revision prévus par l'article 30 de la loi du 24 décembre 1903 sont considérés comme ayant été suspendus depuis le 4 août 1914 jusqu'à l'expiration de l'année qui suivra la publication de la présente loi.

Seront annulées, à la demande de tout intéressé, toutes décisions de justice rendues depuis le 4 août 1914 et qui auraient déclaré les demandeurs forclos contrairement à la disposition qui précède.

L'action en annulation ne sera recevable que dans l'année qui suivra la publication de la présente loi. Elle sera poursuivie devant la juridiction qui a rendu la décision attaquée. Les frais de l'instance en annulation seront mis à charge de la partie en faveur de laquelle la forclusion a été admise.

ARTICLE 3.

Les polices d'assurance, conformes à la loi du 24 décembre 1903, venues à expiration depuis le 20 mars 1915 et qui pouvaient être renouvelées tacitement en vertu des clauses du contrat, mais au renouvellement desquelles a fait obstacle la force majeure résultant de l'arrêté allemand du 20 mars 1915, seront remises en vigueur si l'une des parties en exprime la volonté, soit par une déclaration écrite dont il sera donné

beslissing opnieuw worden geregeld, 'tzij in derminne, 'tzij door het gerecht. De bijzondere vordering tot herziening zal echter maar ontvankelijk zijn, zoover ze wordt ingespannen voor den 1^{en} Januari 1920.

ARTIKEL 2.

De bij artikel 30 der wet van 24 December 1903 voor de verjaring en de herziening bepaalde tijdsbestekken worden voor geschorst gehouden sedert den 4^{en} Augustus 1914 tot bij het afloopen van het jaar volgend op de bekendmaking dezer wet.

Op aanvraag van elken belanghebbende zullen alle sedert den 4^{en} Augustus 1914 gevallen gerechtelijke beslissingen, die de eischers tegenstrijdig met de voorgaande bepaling voor verstoken mochten hebben verklaard, worden vernietigd.

De vordering tot vernietiging zal maar ontvankelijk zijn zoover ze wordt ingespannen in den loop van het jaar, volgende op de bekendmaking dezer wet. Ze zal behandeld worden door het gerecht, dat de aangevallen beslissing heeft genomen. De kosten er van zullen ten laste komen van de partij, in wiens voordeel de versteking werd aangenomen.

ARTIKEL 3.

Overeenkomstig de wet van 24 December 1903 afgesloten polissen sedert den 20^{en} Maart 1915 ten einde geloopt en krachtens de bedingen van het verdrag voor stilzwijgende vernieuwing vatbaar, maar niet vernieuwd wegens het Duitsch besluit van 20 Maart 1915, zullen weer in werking treden indien een der partijen den wil daartoe uitdrukt, 'tzij bij een schriftelijke verklaring, waarvan ontvangbewijs zal

reçu, soit par un acte extrajudiciaire. Il en sera de même pour les polices à l'exécution desquelles ont mis obstacle les circulaires allemandes du 16 janvier 1917 et du 22 mai 1917, lorsque la résiliation n'aura pas été demandée par l'assuré, conformément aux conditions générales et particulières de la police.

Sauf convention contraire entre l'assureur et l'assuré, les contrats remis en vigueur auront, de plein droit, une durée égale à celle qui restait à courir à la date de la résiliation forcée.

Les polices contractées depuis le 20 mars 1915 avec un nouvel assureur par les chefs d'entreprise dont le risque avait cessé d'être couvert par la police primitive en suite des obstacles de force majeure susvisés, pourront être résiliées soit par la volonté de l'assureur primitif, soit par la volonté de l'assuré, dans la forme prévue à l'alinéa qui précède.

La remise en vigueur ou la résiliation de la police auront lieu dans le délai que fixera la notification. Ce délai ne pourra être inférieur à un mois ni supérieur à un an.

Les dispositions du présent article cesseront d'être applicables à dater du 1^{er} janvier 1920.

ARTICLE 4.

La loi du 24 décembre 1903 est modifiée et complétée comme suit :

« ARTICLE PREMIER, 2^e alinéa (modifié) :

» Sont assimilés aux ouvriers les
» apprentis, même non salariés, ainsi
» que les employés qui, à raison de

worden gegeven, 'tzij bij buitengerechtelijke akte. Hetzelfde zal gelden voor de polissen, die niet konden worden uitgevoerd ingevolge de Deutsche rondzendbrieven van 16 Januari 1917 en van 22 Mei 1917, telkens wanneer de verzekerde de breuk er van niet, overeenkomstig de algemeene en bijzondere voorwaarden der polis, zal hebben aangevraagd.

Tenzij tusschen verzekeraar en verzekerde anders werd bedongen zullen de opnieuw in werking gestelde verdragen van rechtswege een tijdur hebben gelijk aan dien, welke op den dag der gedwongen breuk nog af te loopen overbleef.

De polissen sedert den 20 Maart 1915 door de ondernemers, wier risico ingevolge bovenbedoelde overmacht niet meer was gedekt, met een nieuwen verzekeraar aangegaan zijn vatbaar voor breuk 'tzij door den wil van den eersten verzekeraar, 'tzij door den wil van den verzekerde uitgedrukt in den bij voorgaand lid bepaalden vorm.

Het weer in werking stellen of de breuk der polis zal plaats hebben binnen het door de aanschrijving bepaalde tijdsbestek, met dien verstande evenwel dat dit niet minder dan een maand of meer dan een jaar mag bedragen.

De bepalingen van dit artikel zullen met den 1^{er} Januari 1920 ophouden van toepassing te zijn.

ARTIKEL 4.

De wet van 24 December 1903 wordt gewijzigd en aangevuld zooals volgt :

« EERSTE ARTIKEL, lid 2 (gewijzigd) :

» Met werklieden worden gelijkge-
» steld leerjongens, zelfs wanneer die
» geen loon trekken, alsmede de beamb-

» leur participation directe ou indirecte au travail, sont soumis aux mêmes risques que les ouvriers et dont le traitement annuel, fixé par l'engagement, ne dépasse pas 4,000 francs.

» ARTICLE PREMIER, 4^e alinéa (nouveau) :

» Les chefs d'entreprise ne peuvent, en vue d'écarter l'application de la loi, se prévaloir de la nullité du contrat de travail, lorsque cette nullité provient de la violation, dans leur chef, des lois et règlements relatifs à la police du travail.

» ARTICLE 4, 3^e alinéa (modifié) :

» Si l'incapacité est ou devient permanente, une allocation annuelle de 50 %, déterminée d'après le degré d'incapacité, comme il vient d'être dit, remplace l'indemnité temporaire à compter du jour où l'incapacité présente le caractère de la permanence; ce point de départ est constaté, soit par l'accord des parties, soit par un jugement définitif. A l'expiration du délai de revision prévu à l'article 30, l'allocation annuelle est remplacée par une rente viagère.

» ARTICLE 8, 4^e alinéa (modifié) :

» Lorsque le salaire annuel dépasse 4,000 francs, il n'est pris en considération, pour la fixation des indemnités, qu'à concurrence de cette somme.

» ARTICLE 8, 5^e alinéa (modifié) :

» En ce qui concerne les apprentis, ainsi que les ouvriers âgés de moins

» ten die, ter oorzaak van hunne rechtstreeksche of onrechtstreeksche deelneming aan den arbeid, blootstaan aan dezelfde gevaren als de werklieden, en wier jaarwedde, door de verbintenis bepaald, 4,000 frank niet te boven gaat. »

» ARTIKEL ÉÉN, lid 4 (nieuw) :

» Om aan de toepassing der wet te ontsnappen kunnen de ondernemers de nietigheid der arbeidsovereenkomst niet inroepen indien die nietigheid voortspruit uit de verkrachting door henzelf van de wetten en verordeningen op de arbeidspolitie.

» ARTIKEL 4. — Lid 3 (gewijzigd) :

» Indien de onbekwaamheid voortdurend is of wordt, dan vervangt eene jaarlijksche vergoeding van 50 %, bepaald volgens den graad van de onbekwaamheid, zooals hier voren gezegd, de tijdelijke vergoeding te rekenen met den dag, waarop de onbekwaamheid van doorlopenden aard blijkt te moeten zijn; die dag wordt vastgesteld 'tzij door een verdrag tusschen partijen, 'tzij door een eindvonnis. Bij het eindigen van den termijn voor herziening, bepaald in artikel 30, wordt de jaarlijksche vergoeding vervangen door eene lijfrente.

» ARTIKEL 8, lid 4 (gewijzigd) :

» Gaat het jaarlijksch loon 4,000 fr. te boven, dan komt het, voor de vaststelling van de vergoedingen, slechts tot het bedrag van deze som in aanmerking.

» ARTIKEL 8, lid 5 (gewijzigd) :

» Betreft het leerjongens, alsmede arbeiders die den leeftijd van 16 jaren

» de 16 ans, le salaire de base ne sera
 » jamais inférieur au salaire des autres
 » ouvriers les moins rémunérés de la
 » même catégorie professionnelle; il ne
 » sera, en aucun cas, évalué à moins de
 » 730 francs par an.

» ARTICLE 18, 4^e alinéa (nouveau) :

» Il est interdit aux sociétés ou asso-
 » ciations qui ne sont pas agréées con-
 » formément aux articles 17 et 18 ou
 » qui ont cessé de l'être, de traiter des
 » opérations d'assurance relatives aux
 » risques d'accidents prévus par la pré-
 » sente loi.

» Toute convention contraire est
 » nulle de plein droit.

» Sera puni d'une amende de 50 à
 » 2,000 francs, tout assureur, agent,
 » inspecteur, directeur ou courtier d'as-
 » surances qui aura participé à la con-
 » clusion ou à l'exécution d'un contrat
 » frappé de nullité en vertu de la dispo-
 » sition qui précède. »

ARTICLE 5.

La présente loi entrera en vigueur
 le jour de sa publication au *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 11 mars 1919.

» niet hebben bereikt dan gaat het tot
 » grondslag genomen loon nooit bene-
 » den het loon van de andere minst
 » betaalde arbeiders in hetzelfde be-
 » roep; in geen geval wordt het op
 » minder dan 730 frank per jaar vast-
 » gesteld.

» ARTIKEL 8, lid 4 (nieuw) :

» Vennootschappen of vereenigin-
 » gen die niet overeenkomstig arti-
 » kel 17 en 18 werder aangenomen of
 » aan welker aanneming een einde
 » kwam mogen niet doen aan verze-
 » kering tegen het door deze wet voor-
 » zien ongevalgevaar.

» Elk tegenstrijdig verdrag is van
 » rechtswege nietig.

» Zal worden gestraft met een geld-
 » boete van 50 tot 2,000 frank elk
 » verzekeraar, verzekeringsagent — op-
 » ziener — bestuurder of makelaar, die
 » zal hebben deelgenomen aan het af-
 » sluiten of uitvoeren van een krachtens
 » voorgaande bepaling door nietigheid
 » getroffen verdrag. »

ARTICLE 5.

Deze wet zal in werking treden den
 dag, waarop ze in den *Moniteur* zal
 worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, den 11^e Maart
 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
 et du Ravitaillement,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
 en Bevoorrading,*

J. WAUTERS.

